

No. 36598

**France
and
El Salvador**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of El Salvador on the readmission of persons in irregular situations. San Salvador, 26 June 1998

Entry into force: *1 May 1999, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 26 April 2000*

**France
et
El Salvador**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'El Salvador relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. San Salvador, 26 juin 1998

Entrée en vigueur : *1er mai 1999, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 26 avril 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR
RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION
IRRÉGULIÈRE

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République d'El Salvador, ci après dénommées Parties contractantes,

Désireux de développer la coopération entre les deux pays, afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieux de lutter contre l'immigration irrégulière,

Sur une base de réciprocité, sont convenus de ce qui suit :

I. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 1er

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou valablement présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne éloignée de son territoire, conformément à l'alinéa 1, à la demande de l'autre Partie contractante si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

3. Aux fins du présent article, les personnes visées à l'alinéa 1 doivent pouvoir justifier à tout moment de la date à laquelle elles sont entrées sur le territoire de la République d'El Salvador, pour la Partie contractante salvadorienne, et sur le territoire des Etats Parties à la Convention de Schengen, pour la Partie contractante française. A défaut, elles sont réputées se trouver en situation irrégulière au regard de la législation de cette Partie contractante.

4. Les autorités chargées du contrôle aux frontières se notifient mutuellement les documents justifiant de la date de l'entrée régulière sur leur territoire.

Article 2

1. La nationalité de la personne est considérée comme établie sur la base des documents ci-après en cours de validité :

Pour la République française :

- carte d'identité;
- certificat de nationalité;
- passeport ou tout autre document de voyage;
- carte d'immatriculation consulaire
- décret de naturalisation.

Pour la République d'El Salvador :

- document national d'identité;
- certificat de nationalité;
- passeport ou tout autre document de voyage;
- carte d'immatriculation consulaire.

2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :

- document périmé mentionné à l'alinéa précédent;
- document émanant des autorités officielles de la Partie contractante requise et faisant état de l'identité de l'intéressé;
- livret ou documents militaires;
- acte de naissance ou livret de famille;
- autorisations et titres de séjour périmés;
- photocopie de l'un des documents précédemment énumérés;
- déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie contractante requérante;
- dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

Article 3

1. Lorsque la nationalité est présumée, sur la base des éléments mentionnés à l'article 2 alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie contractante requise, conformément aux procédures applicables dans chacun des deux pays, délivrent sur-le-champ un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2. En cas de doute sur les éléments fondant la présomption de la nationalité ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie contractante requise procèdent, dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission, à l'audition de l'intéressé. Cette audition est organisée par la Partie contractante requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie contractante requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

II. TRANSIT POUR ÉLOIGNEMENT

Article 4

1. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise le transit sur son territoire des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie contractante requérante.

Le transit s'effectue par la voie aérienne.

2. La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

3. Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte policière, celle-ci est assurée par la Partie contractante requérante par la voie aérienne jusqu'aux aéroports de la Partie contractante requise, à condition qu'elle ne quitte pas la zone internationale de ces aéroports. Dans le cas contraire, la poursuite de l'escorte est assurée par la Partie contractante requise à charge pour la Partie contractante requérante de lui rembourser les frais correspondants.

4. La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger dont le transit est autorisé est muni d'un titre de transport et d'un document de voyage pour le pays de destination.

Article 5

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités concernées.

Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heures d'arrivée dans le pays de transit, aux pays et lieu de destination, aux documents de voyage, à la nature de la mesure d'éloignement ainsi que, le cas échéant, les renseignements relatifs aux fonctionnaires escortant l'étranger.

Article 6

Le transit pour éloignement peut être refusé :

- si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques;

- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

III. COUVERTURE DES FRAIS

Article 7

1. Les frais relatifs au transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise et à l'éventuel retour des personnes pouvant être remises conformément aux articles 1 à 6 du présent Accord incombent à la Partie contractante requérante.

2. Les frais relatifs au transit et à l'éventuel retour des personnes prévus par les articles 7 à 9 du présent Accord incombent à la Partie contractante requérante.

IV. PROTECTION DES DONNÉES

Article 8

Les données personnelles nécessaires à l'exécution du présent Accord et communiquées par les Parties contractantes doivent être traitées et protégées conformément aux législations relatives à la protection des données en vigueur dans chaque Etat.

Dans ce cadre,

1) La Partie contractante requise n'utilise les données communiquées qu'aux fins prévues par le présent Accord,

2) Chacune des deux Parties contractantes informe, à sa demande, l'autre Partie contractante sur l'utilisation des données communiquées,

3) Les données communiquées ne peuvent être traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution du présent Accord. Les données ne peuvent être transmises à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable écrite de la Partie contractante qui les avait communiquées.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 9

Les autorités ministérielles responsables du contrôle aux frontières déterminent :

1) Les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit,

2) Les documents et données nécessaires à la réadmission et au transit,

3) Les postes frontières qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers,

4) Les modalités et les règles de prise en charge des frais relatifs à l'exécution du présent Accord.

Article 10

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes coopéreront et se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent Accord.

La demande de consultation sera présentée par écrit par la voie diplomatique.

Article 11

1. Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967.

3. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties contractantes dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

Article 12

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification.

2. Le présent Accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par écrit par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les représentants des Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à San Salvador le vingt-six juin 1998 dans les langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

MICHÈLE DANTEC
Ambassadeur de France

Pour le Gouvernement de la République d'El Salvador :

RAMÓN E. GONZÁLEZ GINER
Ministre des Relations Extérieures

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO
ENTRE
EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA
Y
EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE EL SALVADOR
RELATIVO A LA READMISION DE PERSONAS
EN SITUACION IRREGULAR**

El Gobierno de la Republica Francesa y el Gobierno de la República de El Salvador, en adelante denominados "Las Partes Contratantes",

Deseando desarrollar la cooperación entre ambos países, a fin de garantizar una mejor aplicación de las disposiciones sobre la circulación de personas, respetando los derechos y garantías previstos por las leyes y reglamentos en vigor,

Respetando los tratados y convenios internacionales y preocupados por combatir la inmigración irregular,

Sobre una base de reciprocidad, han acordado lo siguiente:

**I - READMISION DE LOS NACIONALES
DE LAS PARTES CONTRATANTES**

ARTICULO 1

1. Cada Parte Contratante readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte Contratante y sin formalidades, a cualquier persona que no cumpla o haya dejado de cumplir con los requisitos de entrada o de permanencia aplicables en el territorio de la Parte Contratante requirente, en la medida en que se compruebe o se presuma válidamente que tiene la nacionalidad de la Parte Contratante requerida.
2. La Parte Contratante requirente readmitirá en las mismas condiciones a la persona expulsada de su territorio, en conformidad con el numeral 1, a petición de la otra Parte Contratante, si posteriormente se demuestra, mediante controles, que esa persona no tenía la nacionalidad de la Parte Contratante requerida en el momento de la salida del territorio de la Parte Contratante requirente.
3. Para los fines del presente artículo, las personas a que se refiere el numeral 1 deberán poder justificar, en todo momento, la fecha en que ingresaron en el territorio de la República de El Salvador, para el caso de la Parte Contratante salvadoreña y, para la Parte Contratante francesa, la fecha en que ingresaron en el territorio de los Estados Parte en la Convención de Schengen. De lo contrario, se considerará que esas personas se encuentran en situación irregular respecto a la legislación de esa Parte Contratante.
4. Las autoridades encargadas de los controles fronterizos se notificarán mutuamente la documentación que justifica la fecha de entrada legal en su territorio.

ARTICULO 2

1. La nacionalidad de la persona se considerará establecida sobre la base de los siguientes documentos válidos:

Para la República Francesa:

- documento nacional de identidad,
- certificado de nacionalidad,
- pasaporte o cualquier otro documento de viaje,
- certificado de matrícula consular,
- decreto de naturalización.

Para la República de El Salvador.

- documento nacional de identidad,
- certificado de nacionalidad,
- pasaporte o cualquier otro documento de viaje,
- certificado de matrícula consular,

2. La nacionalidad se considerará presunta sobre la base de uno de los elementos siguientes:

- documento caducado mencionado en el numeral precedente,
- documento expedido por las autoridades oficiales de la Parte Contratante requerida que exponga la identidad del interesado,
- cartilla o documentación militar,
- acta de nacimiento o libro de familia,
- autorizaciones y documentación de estancia caducadas,
- fotocopia de uno de los documentos enumerados anteriormente,
- declaraciones del interesado debidamente recogidas por las autoridades administrativas o judiciales de la Parte Contratante requirente,
- declaraciones de testigos de buena fe consignadas en un acta.

ARTICULO 3

1. Cuando se presume la nacionalidad, en base a los elementos mencionados en el artículo 2 numeral 2, las autoridades consulares de la Parte Contratante requerida, en conformidad con los procedimientos de cada una de las Partes Contratantes, expedirán inmediatamente un salvoconducto que permite trasladar a la persona interesada.
2. En caso de duda sobre los elementos que fundan la presunción de nacionalidad o en caso de ausencia de esos elementos, las autoridades consulares de la Parte Contratante requerida procederán, en el plazo de tres días a partir de la demanda de readmisión, a la audiencia del interesado. Esta audiencia será organizada por la Parte Contratante requirente de acuerdo con la autoridad consular afectada en el plazo más breve.

Si como resultado de la audiencia, se establece que la persona interesada es de la nacionalidad de la Parte Contratante requerida, el salvoconducto será expedido inmediatamente por la autoridad consular.

II - TRANSITO PARA TRASLADO

ARTICULO 4

1. Cada una de las Partes Contratantes, a petición de la Otra, autorizará el tránsito por su territorio de los nacionales de terceros Estados que hayan sido objeto de una medida de traslado tomada por la Parte Contratante requirente.

El tránsito se efectuará por vía aérea.
2. La Parte Contratante requirente asumirá la plena responsabilidad de la continuación del viaje del extranjero hacia su país de destino y se volverá a hacer cargo de él si, por cualquier motivo, no puede ejecutarse la medida de traslado.
3. Cuando deba efectuarse el tránsito con escolta policial, esta correrá a cargo de la Parte Contratante requirente, por la vía aérea, hasta los aeropuertos de la Parte Contratante requerida, a condición de que no salga de la zona internacional de esos aeropuertos. En caso contrario, la continuación de la escolta correrá a cargo de la Parte Contratante requerida y la Parte Contratante requirente deberá reembolsarle los gastos correspondientes.
4. La Parte Contratante requirente garantizará a la Parte Contratante requerida que el extranjero cuyo tránsito es autorizado, dispone de un boleto de transporte y de un documento de viaje para el país destino.

ARTICULO 5

La solicitud de tránsito por traslado será transmitida directamente entre las autoridades interesadas.

Mencionará las informaciones relativas a la identidad y la nacionalidad del extranjero, la fecha del viaje, las horas de llegada al país de tránsito, al país y lugar de destino, los documentos de viaje, la naturaleza de la medida de traslado así como, en su caso, las informaciones relativas a los funcionarios que escolten al extranjero.

ARTICULO 6

El tránsito por traslado podrá ser denegado:

- si el extranjero corre, en el Estado de destino, peligro de persecución debido a su raza, religión, nacionalidad, pertenencia a determinado grupo social o sus opiniones políticas;
- si el extranjero corre peligro de ser acusado o condenado por un tribunal penal en el Estado de destino por hechos anteriores al tránsito.

III. COBERTURA DE LOS GASTOS

ARTICULO 7

1. Los gastos relativos al transporte hasta la frontera de la Parte Contratante requerida y al eventual regreso de las personas que puedan tener que ser entregadas en conformidad con los artículos 1 a 6 del presente Acuerdo incumbirán a la Parte Contratante requirente.
2. Los gastos relativos al tránsito y al eventual regreso de las personas, previstos por los artículos 7 a 9 del presente Acuerdo incumbirán a la Parte Contratante requirente.

IV - PROTECCION DE DATOS

ARTICULO 8

Los datos personales necesarios para ejecutar el presente Acuerdo y comunicados por las Partes Contratantes se procesarán y protegerán en conformidad con las legislaciones relativas a la protección de información en vigor en cada Estado.

Dentro de ese marco,

- 1) La Parte Contratante requerida solamente utilizará los datos comunicados para los fines previstos por el presente Acuerdo,
- 2) Cada una de las Partes Contratantes informará, a su solicitud, a la otra Parte Contratante sobre la utilización de los datos comunicados,

- 3) Los datos comunicados solamente podrán ser procesados por las autoridades competentes para la ejecución del presente Acuerdo. Los datos no podrán transmitirse a otras personas más que con la autorización previa y escrita de la Parte Contratante que los había comunicado.

V. DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES

ARTICULO 9

Las autoridades ministeriales responsables de los controles fronterizos determinarán:

- 1) Las autoridades centrales o locales competentes para tratar las demandas de readmisión y tránsito,
- 2) Los documentos y datos necesarios para la readmisión y el tránsito,
- 3) Los puestos fronterizos que podrán ser utilizados para la readmisión y entrada en tránsito de los extranjeros,
- 4) Las modalidades y reglas de asunción de los gastos relativos a la ejecución del presente Acuerdo.

ARTICULO 10

Las autoridades competentes de ambas Partes Contratantes cooperarán y se consultarán, según sea necesario, para examinar la aplicación del presente Acuerdo.

La solicitud de consulta se presentará por escrito mediante la vía diplomática.

ARTICULO 11

1. Las disposiciones del presente Acuerdo no afectarán las obligaciones de admisión o readmisión de extranjeros que resulten para las Partes Contratantes en virtud de otros Acuerdos Internacionales.
2. Las disposiciones del presente Acuerdo no interferirán en la aplicación de las disposiciones de la Convención de Ginebra del 28 de julio de 1951 relativa al estatuto de los refugiados, tal como fue enmendada por el Protocolo de Nueva York del 31 de enero de 1967.
3. Las disposiciones del presente Acuerdo no interferirán en la aplicación de las disposiciones de los Acuerdos suscritos por las Partes Contratantes en el ámbito de la protección de los Derechos Humanos.

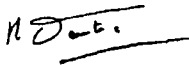
ARTICULO 12

1. Cada una de las Partes Contratantes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos internos requeridos en lo que la concierne para la entrada en vigor del presente Acuerdo, que tendrá efecto el primer día del segundo mes que seguirá a la fecha de recepción de la última notificación.
2. El presente Acuerdo tendrá una vigencia de tres años, renovables por reconducción tácita por períodos de igual duración. Podrá ser denunciado por escrito, con tres meses de anticipación, mediante la vía diplomática.

EN FE DE LO CUAL, los representantes de las Partes Contratantes, debidamente autorizados para tal efecto firman el presente Acuerdo.


HECHO en San Salvador, República de El Salvador, a los veintiséis días del mes de junio de mil novecientos noventa y ocho, en los idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno
de la República Francesa



Michèle Dantec
Embajadora de Francia

Por el Gobierno
de la República de El Salvador



Ramón E. González Giner
Ministro de Relaciones Exteriores

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF EL
SALVADOR ON THE READMISSION OF PERSONS IN IRREGULAR
SITUATIONS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of El Salvador, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desirous of developing cooperation between the two countries, so as to improve the implementation of provisions concerning the movement of persons, in accordance with the rights and guarantees stipulated in current laws and regulations,

In conformity with international treaties and conventions and in an effort to combat illegal immigration,

Have agreed as follows, on the basis of reciprocity:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 1

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory at the request of the other Contracting Party and without any formalities, persons who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Contracting Party, provided it is proved or legitimately presumed that they possess the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall, under the same conditions, and at the request of the other Contracting Party readmit persons expelled from its territory in accordance with paragraph 1 if subsequent verification proves that they were not in possession of the nationality of the requested Contracting Party when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

3. For the purposes of this article, the persons referred to in paragraph 1 must at all times be able to prove, in the case of the Salvadoran Contracting Party, the date on which they entered the territory of the Republic of El Salvador, and in the case of the French Contracting Party, the date on which they entered the territory of the States Parties to the Schengen Agreement. Failure to do so shall place them in an irregular situation under the legislation of the Party concerned.

4. The authorities responsible for border control shall notify each other of the documents establishing the date of the regular entry of such persons into their territory.

Article 2

1. The nationality of a person shall be deemed to be proved by possession of the following valid documents:

For the French Republic:

- An identity card;
- A certificate of nationality;
- A passport or any other travel document;
- A consular registration card;
- A certificate of naturalization.

For the Republic of El Salvador:

- A national identity card;
- A certificate of nationality;
- A passport or any other travel document;
- A consular registration card.

2. A presumption of nationality shall be deemed to be established by means of any of the following:

- Any document referred to in the preceding paragraph which has expired;
- A document issued by the official authorities of the requested Contracting Party attesting to the identity of the person concerned;
- A service record book or military papers;
- A birth certificate or a family book from registry office records;
- An expired residence permit or authorizations;
- Photocopies of any of the above documents;
- Particulars supplied by the person concerned, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Party;
- Officially recorded depositions of good-faith witnesses.

Article 3

1. Where a presumption of nationality has been established on the basis of the supporting evidence referred to in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Contracting Party shall forthwith issue a laissez-passer for the readmission of the person concerned, in accordance with the procedures applicable in each country.

2. Where the supporting evidence for a presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the person concerned shall, within three days of the readmission request, be granted a hearing by the consular authorities of the requested Party. The requesting Party shall organize the hearing as soon as possible in agreement with the relevant consular authority.

Where it is established, following the hearing, that the person concerned is a national of the requested Contracting Party, the consular authority shall immediately issue the laissez-passer.

II. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

Article 4

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other, authorize third-country nationals subject to an expulsion order issued by the requesting Contracting Party to transit through its territory.

Transit may be by land or air.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the alien to his country of destination and shall take the alien in charge again if for any reason the expulsion order cannot be carried out.

3. Where the person in transit is travelling under police escort, such escort shall be provided by the requesting Contracting Party by air as far as the airports of the requested Party, on condition that it does not leave the international area of the airports. If the escort is not provided, its onward journey shall be assured by the requested Party subject to reimbursement by the requesting Party of the costs involved.

4. The requesting Contracting Party shall assure the requested Contracting Party that the alien whose transit is authorized holds a ticket and a travel document required for the country of destination.

Article 5

Requests for transit for the purpose of expulsion shall be transmitted directly between the authorities concerned.

Such requests shall include information about the identity and nationality of the alien, the date of travel, the times of arrival in the transit country, the country and place of destination, the travel documents, the type of expulsion order and, where appropriate, information on the officials escorting the alien.

Article 6

Transit as a result of expulsion may be refused:

- If the alien runs the risk of being persecuted in the country of destination on account of his race, religion, nationality, ethnic origin or political opinions;

- If the alien runs the risk of being accused or convicted in a criminal court in the country of destination for acts committed prior to the transit.

III. PAYMENT OF COSTS

Article 7

1. Costs related to transport of an alien to the border of the requested Contracting Party and, where necessary, to the return of such alien that may become necessary pursuant to articles 1 to 6 of this Agreement shall be borne by the requesting Contracting Party.

2. Costs related to the transit and, where necessary, to the return of persons pursuant to articles 7 to 9 of this Agreement shall be borne by the requesting Contracting Party.

IV. DATA PROTECTION

Article 8

The personal data required for the implementation of this Agreement, supplied by the Contracting Parties, shall be processed and protected in accordance with the data protection laws in force in each State.

Accordingly,

(1) The requested Contracting Party may use the information supplied only for the purposes for which the Agreement has been concluded;

(2) Each Contracting Party shall inform the other, upon request, about its use of the information supplied;

(3) The data supplied may be handled only by the authorities designated to implement the Agreement. Such data may be transmitted to other persons only with the prior written authorization of the Contracting Party which supplied them.

V. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 9

The ministerial authorities responsible for border control shall determine:

(1) The central or local authorities competent to process readmission and transit requests;

(2) The documents and data required for readmission and transit;

(3) The border posts that may be used for the readmission and the entry of aliens in transit;

(4) The procedures and regulations for the reimbursement of costs related to the implementation of this Agreement.

Article 10

The competent authorities of the two Contracting Parties shall cooperate and consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

Requests for consultation shall be transmitted in writing through the diplomatic channel.

Article 11

1. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the obligations of the Contracting Parties concerning the admission or readmission of foreign nationals under other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of agreements on the protection of human rights signed by the Contracting Parties.

Article 12

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the internal procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the first day of the second month after receipt of the last such notification.

2. This Agreement shall remain in force for three years and shall be automatically renewable for successive three-year periods. It may be terminated upon three months' advance notice in writing through the diplomatic channel.

In witness whereof, the representatives of the Contracting Parties, being duly authorized for this purpose, have affixed their signatures to this Agreement.

Done at San Salvador on 26 June 1998 in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

MICHÈLE DANTEC
Ambassador of France

For the Government of the Republic of El Salvador:

RAMÓN E. GONZÁLEZ GINER
Minister of Foreign Affairs

